

[Traduction]

**LE LOGEMENT****L'ACCORD DES PROVINCES À L'ÉGARD DE LA NOUVELLE POLITIQUE**

**M. F. Oberle (Prince George-Peace River):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. On nous a servi un autre exemple des nouvelles techniques employées pour les relations fédérales-provinciales dans le domaine du logement. En ce qui concerne le nouveau programme de logement que le ministre présentera demain à la Chambre, a-t-il obtenu l'accord des provinces à l'égard de la nouvelle formule qu'il nous a présentée hier sans consulter la Chambre des communes ou le comité.

Le ministre a-t-il obtenu l'accord des provinces à l'égard de sa nouvelle politique ou a-t-il l'intention de convoquer immédiatement ses homologues provinciaux pour discuter de leur rôle dans ce nouveau programme fédéral?

**L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, le député a mauvaise mémoire. Il n'y a pas très longtemps, j'ai expliqué en détail les divers aspects de cette politique lorsque j'ai comparu devant un comité permanent de la Chambre. Deuxièmement, le député devrait savoir qu'il y a eu une conférence fédérale-provinciale des ministres du logement où on a discuté longuement de toutes ces propositions. Les autorités provinciales ont participé à ces discussions et ont fait certaines suggestions très valables. Troisièmement, la question a également été abordée lors de la conférence des premiers ministres. Je ne sais pas ce qui permet au député de conclure qu'il n'y a pas eu de consultation. En fait, il y a eu d'importantes consultations. L'objectif que nous visons correspond entièrement aux priorités établies par les provinces.

**M. Oberle:** Monsieur l'Orateur, j'ai très bonne mémoire, je me souviens que le président de la Société centrale d'hypothèques et de logement n'a pas pu répondre aux questions en comité. Je n'ai pas demandé au ministre s'il y avait eu des consultations. Je lui ai demandé s'il avait obtenu l'accord des provinces car, selon mes renseignements, ce n'est pas le cas. Est-ce ainsi que le gouvernement établit ses priorités en matière de stratégie économique, en enlevant 500 millions de dollars au secteur le mieux en mesure de créer de nouveaux emplois et de soulager la misère, et en abolissant la subvention qui était accordée dans le cadre de ce programme?

[Français]

**M. Ouellet:** J'ai l'impression, monsieur l'Orateur, que le député est déçu parce qu'il s'agit d'une excellente politique, qui a été longtemps discutée avec les autorités provinciales. Les propositions qui ont été mises de l'avant ont essentiellement pour but d'augmenter la participation des deux paliers de gouvernement, savoir le palier fédéral et le palier provincial, dans la mise en œuvre d'un plus grand nombre de logements pour les personnes à faible revenu. Je pense que nos objectifs visant à permettre à plus de Canadiens à petit revenu et à plus de Canadiens âgés de bien se loger au Canada ne rencontrent peut-être pas les vues du député progressiste conservateur, mais il n'y a aucun doute que cela répond parfaitement aux objectifs et aux aspirations de la plupart des Canadiens.

*Questions orales*

● (1442)

[Traduction]

**LES COMMUNICATIONS****LES ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION POUR LES SOURDS**

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Communications. Je voudrais demander à l'honorable représentante, que la chose intéresse, si on a entrepris d'évaluer un système qui mettrait la télévision à la portée des deux millions de Canadiens ou presque, atteints à divers degrés de surdité et que les hommes politiques sont portés à oublier étant donné qu'ils ne constituent pas un groupe particulièrement actif. A-t-on entrepris de mettre au point un système accessible à tous ceux qui souffrent de surdité pour remplacer la confusion qui règne actuellement.

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications):** Je pense que le député est très injuste en disant que la situation est confuse. Au contraire, on a déjà essayé de mettre les émissions télévisées à la portée des sourds. J'ai dit au député la semaine dernière ou il y a une dizaine de jours, que nous étions en train d'étudier un système de sous-titres invisibles figurant sur l'écran branché à un décodeur, qui permettrait aux personnes sourdes de suivre le dialogue.

Il existe déjà un prototype d'un tel appareil. Il coûte cependant très cher, près de \$2,000, mais on connaît la différence entre le prix d'un prototype et le prix d'un appareil de série vendu dans le commerce. Cependant, il reste que le prix serait un obstacle. Il importe donc de mettre au point la technologie qui permettra aux sourds de suivre les programmes à la télévision nationale et c'est ce que nous nous efforçons de faire.

**M. Rynard:** A 10 heures, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

**LA SÉCURITÉ NATIONALE****LES EFFRACTIONS DE LA GRC**

**M. Stuart Leggatt (New Westminster):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. On sait maintenant qu'il n'existe pas de jurisprudence justifiant ces violations de domicile qui ne visent pas à installer des appareils d'écoute électroniques—c'est ainsi que j'interprète la réponse du solliciteur général. Par conséquent, le ministre voudrait-il faire confiance à la Chambre et lui dire combien de ces violations de domiciles ne visaient pas l'installation d'appareils d'écoute, étant donné que sur 419 entrées, 402 on eu lieu en Colombie-Britannique? Veut-il dire à la Chambre combien étaient légales et combien n'étaient justifiées par aucun avis juridique?

**L'hon. J.-J. Blais (solliciteur général):** Comme le député le sait, les preuves dont il parle sont celles qui ont été présentées à la Commission McDonald. Celle-ci a déjà été saisie de toute la question des violations de domicile, y compris celles qui ont permis à la gendarmerie d'installer des appareils d'écoute et celles qui lui ont permis de recueillir des renseignements. Nous n'avons pas encore complètement réuni toutes les pièces à conviction relativement à ces entrées clandestines, ainsi qu'à la nature même de ces entrées.